

## Débat d'orientation budgétaire – 4 Mars 2009

### Intervention Martine Volard

➤ Bien évidemment, la tentation est grande en cette période de crise économique généralisée –et vous y avez succombé bien facilement – de s'appuyer, ou plutôt se cacher derrière le contexte national, pour mener ce débat d'orientation budgétaire et surtout justifier ce qui en fait le cœur - allons droit au but – l'augmentation très forte des impôts locaux. Je ne reviendrai pas en détail sur ce Plan de relance dont vous ne vous gênez pas dans votre note pour faire la promotion. Par respect pour les courbevoisiens, qui vont être durement touchés par le budget que vous nous préparez, je me focaliserai sur Courbevoie.

➤ Juste quelques remarques préalables toutefois sur les mesures de ce plan qui nous affectent plus particulièrement :

- En premier lieu, le remboursement anticipé de la TVA dont vous vous réjouissez. Mais vous ne dites rien sur les effets attendus sur nos recettes en 2009. Rappelons quand même que cette mesure cache en réalité une bien mauvaise manière faite aux collectivités, à savoir l'intégration du Fonds de compensation de la TVA (FCTVA) dans l'enveloppe normée des dotations de l'Etat. Or, et vous le dites vous-même, le FCTVA est avant tout un remboursement de TVA et non une dotation. L'intégrer dans les dotations, dont la progression est limitée, c'est en fait réduire les capacités de financement et donc d'investissement des collectivités, dont Courbevoie.
- Deuxièmement, ce plan assouplit les règles de la commande publique et augmente très fortement les seuils pour les appels d'offres en matière de travaux. Peut-être cela améliorera effectivement les délais de commande et donc la réalisation de projets, mais je ne suis pas certaine que cela améliorera réellement l'accès des PME à la commande publique : entre 206 000 euros et 5,15 millions d'euros, il y a une marche bien large que nous n'étions pas obligés de franchir si vite. Et les PME ne sont plus forcément concernées par des marchés d'un tel montant. En revanche, le risque existe de remettre en cause ce qui était une avancée réelle des précédentes dispositions du Code des Marchés publics, à savoir une meilleure publicité et transparence des marchés, qui ont ouvert à de nombreuses PME des marchés « cachés ». Nous vous demandons donc monsieur le maire de maintenir à Courbevoie des règles de mise en concurrence et de publicité, et surtout de transparence des choix, en associant et informant notre assemblée et en maintenant le rôle de la commission d'appel d'offres comme actuellement.
- Enfin, vous mettez en avant, dans ce Plan de Relance, l'accélération des investissements publics mais vous ne dites rien de Courbevoie : la Ville sera-t-elle bénéficiaire de ces investissements ? Nous notons surtout la contradiction entre cet investissement que vous appelez de vos vœux...et sa faiblesse dans notre Ville, car c'est bien de cela dont il s'agit pour nous dans ce débat d'orientation budgétaire.

➤ En effet, nous l'avions dit dès le vote du budget l'an passé –et vous nous aviez répondu avec un silence lourd – l'avenir pour notre ville était inquiétant, et la crise dont nous n'étions qu'aux prémices n'avait rien à y voir. Dès l'an passé, nous avons évoqué ici même l'effet ciseau que vous notez aujourd'hui, en raisons de dépenses de fonctionnement importantes, évoluant plus vite que nos recettes. Dans une tribune libre d'octobre dernier, nous alertions sur les difficultés à venir, les investissements nécessaires dont ne savions pas comment ils seraient financés, et les risques d'augmentation d'impôts. M.Gimonet, ici-même, vous nous

aviez reproché d'alarmer inutilement, d'effrayer pour rien la population. Je pense au contraire que nous ne l'avons pas crié assez, en particulier pendant la campagne municipale qui fut un beau mensonge de votre part. La crise n'a fait qu'accentuer une situation pré-existante. Nous savions déjà pour notre part que votre programme était vide, mais il était surtout vide de la vérité. La morale et la parole des hommes politiques n'en sortent pas grandies. Effectivement, vous ne vouliez pas dire et vous ne vouliez pas que l'on dise tout haut ce que vous saviez déjà tout bas, parce que nous en donnions les vraies raisons : des dépenses importantes mais inefficaces et une gestion « au fil de l'eau », sans prospective. Vous préféreriez attendre, après les élections et l'annoncer aujourd'hui, avec l'argumentation qui vous convient : des mesures que vous nous annoncez comme nouvelles et bien évidemment les contraintes extérieures, auxquelles la Ville seraient soumises. Vous pouvez ainsi vous dégager de vos responsabilités envers la population. Nous sommes aujourd'hui bel et bien dans l'impasse, mais c'est vous qui en êtes responsables, et vous n'avez plus qu'une réponse à apporter : une hausse très forte des impôts locaux (9% pour la taxe d'habitation et 36% pour la taxe d'enlèvement des ordures ménagères), soit avec les bases d'imposition 2008, et sans même leur appliquer une augmentation vraisemblable, nous pouvons escompter au moins 10 millions d'euros de recettes supplémentaires.

Donc aujourd'hui, nous sommes dans cette impasse, et les questions à se poser pour ce débat d'orientation budgétaire sont les suivantes :

- Il ne s'agit pas seulement d'une augmentation modérée des impôts locaux mais d'une **très forte** augmentation (et le fait que d'autres villes soient dans la même situation, ni même que nous ne soyons pas encore dans la moyenne départementale, ne me console pas : l'impôt local étant le plus injuste et celui qui touche le plus durement les populations les plus fragiles, je préfère que Courbevoie reste dans le palmarès des taux les plus faibles). Une forte hausse, 10 millions d'euros de recettes supplémentaires : pour quoi faire ? Est-ce justifié ? Est-ce que cela va améliorer la vie de nos concitoyens ?
- Face à la crise majeure que nous connaissons cette année, cette augmentation était-elle nécessaire cette année ? Pourquoi dans une telle proportion ?
- L'augmentation de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères est-elle la réponse adaptée à l'augmentation continue des déchets et de leur coût ?

## 1/ Une forte augmentation de l'imposition : pour quoi faire ?

### A/ Des mesures positives que nous approuvons...

- Des investissements dont nous partageons le bien-fondé
  - Le réaménagement des axes de circulation et de certains quartiers
  - Les défibrillateurs dans les lieux publics
  - L'aménagement de structures de jeux dans les écoles et le terrain pour les adolescents
  - La Maison du Val et Les Bartavelles. Concernant ce dernier, l'urgence nous semble forte. Nous avons appris que la Ville étaient confrontées à de graves difficultés dans la gestion de ce chalet, tant en raison de l'inadaptation des locaux que du management de personnel, avec le départ du cuisinier, alors que des enfants y séjournaient. L'inspecteur de l'académie s'est même dépêché sur place récemment, pour rencontrer personnels et enseignants, preuve de la gravité de la situation. Pouvez-vous nous assurer que ces travaux permettront

d'assurer la pérennité de ce site qui nous semble un point fort de la Ville, apprécié de tous les parents et surtout des enfants y ayant séjourné ?

- Des mesures nouvelles intéressantes :
  - Le Pass culture : oui mais attention à l'encadrer suffisamment pour en faire un véritable outil de découverte culturelle et non pas un financement de films commerciaux à Abel Gance.
  - L'extension de la carte Qualité de Vie : oui, très bien, mais quid de son extension au stationnement payant, qui faciliterait réellement la vie des courbevoisiens ? Qu'en est-il également de la Charte des services dont nous n'entendons plus parler ?
  - Les actions pour la valorisation des déchets et la meilleure gestion des ressources hydriques, même si cela reste très flou
  - Les mesures pour améliorer la participation des citoyens, dans le cadre de l'agenda 21. Nous aimerions que ces mesures touchent également l'amélioration de la communication autour du travail des conseils de quartier. Mais également tout nouveau projet d'équipement pour qu'il soit pensé et conçu avec les utilisateurs et les riverains, ce qui, n'a pas toujours été le cas dans notre Ville, provoquant le mécontentement (exemple de l'extension Logis/Anatole France), voire des coûts supplémentaires (exemple du gymnase Chaban Delmas où il a fallu refaire après coup l'électricité car celle-ci n'avait pas été prévue aux normes pour les compétitions de basket).
  - L'étude pour l'analyse des besoins sociaux et celles en faveur des aînés. Nous sommes d'ailleurs très favorable à l'intégration de ce budget dans celui de la Ville, ce qui lui donnera une meilleure visibilité. Même si cela ne ressort pas entièrement de la compétence de la Ville, mais de celle du Conseil général, il nous faudra toutefois aller encore plus loin à l'avenir pour répondre aux problèmes de la dépendance et aider les familles, qui doivent encore trop souvent se débrouiller seule.
  - Oui également au développement des actions envers l'emploi, surtout en cette période d'accélération du chômage.
- Des créations de postes indispensables :
  - Création d'un poste de bibliothécaire : l'accent nous semble devoir être mis prioritairement sur ces bibliothèques scolaires ou pour les écoles proches des bibliothèques municipales, sur leur facilité d'accès, ce qui n'est pas toujours le cas. Donc développer plus largement ces emplois de bibliothèques –pas seulement 4 – et les livres dans ces bibliothèques bien évidemment.
  - Un poste de coordinatrice de crèche: nous sommes en fait très surpris qu'une ville comme Courbevoie n'en bénéficiait pas auparavant. Il est plus que temps d'engager la Ville sur la voie du professionnalisme et nous nous réjouissons que nos interventions en ce sens aient été prises en compte.
  - Un emploi de responsable du commerce, chargé d'impulser une nouvelle dynamique pour notre commerce de proximité. Là-aussi, nous nous réjouissons que nos propositions en ce sens aient été entendues.
- Des ajustements de crédits positifs :
  - Nous approuvons la hausse des crédits fournitures dans les écoles car il est inadmissible de voir tous les ans, les professeurs solliciter de plus en plus les parents mais également les coopératives scolaires. Il serait d'ailleurs important que la Ville refasse le point sur les crédits d'investissement, afin que les

coopératives ne servent pas à financer ce qui relève de l'équipement des écoles.

- L'extension du quotient familial est également une mesure très positive, attendue depuis longtemps.
- Quant à la restauration, nous sommes satisfaits de l'engagement de la Ville sur la prise en charge du surcoût lié à l'amélioration attendue dans le nouveau marché. Nous avons dit et répété que les résultats scolaires étaient également liés à une bonne alimentation. Mais nous avons également dit que cette bonne alimentation était elle-même entièrement liée aux conditions du déroulement du repas. Mme Limoges nous a assurés que la Ville s'engagerait dans l'amélioration de ces conditions, aujourd'hui souvent insatisfaisantes. Ce travail devrait s'engager, nous a-t-on dit, dès la fin de la rédaction du cahier des charges pour la restauration scolaire. Vous n'en parlez pas ici. Espérons que cela sera fait. Ayons tous en tête que cela nécessitera également un véritable effort de la collectivité pour les années à venir, même si vous ne le prenez pas en compte cette année.
- L'augmentation du budget d'acquisition pour les DVD dans les bibliothèques : oui...mais ce serait bien aussi de le faire pour les acquisitions neuves en livres et documentaires !

Donc oui, des mesures nouvelles positives qui, effectivement, auront un coût, et celui-ci nous semble justifié.

### **B/ ...Mais des dépenses supplémentaires avec parfois des propositions encore vagues, qui masquent aussi l'absence de politiques globales et font donc douter de leur efficience**

Les dépenses publiques ne font pas une politique publique. Nous avons évoqué au début ce que nous vous avons déjà reproché ici : la ville dépense déjà beaucoup –et on en ajoute ici – et nous craignons bien, au vu de ce que vous nous présentez, que nous ne continuions dans ce schéma, sans suffisamment réfléchir à la pertinence et l'efficience de ces dépenses, ni à la cohérence globale des actions menées. Quelquefois le mieux est l'ennemi du bien et il faut aussi savoir choisir et concentrer les efforts sur la mise en cohérence des moyens. Vous avez d'ailleurs –et nous le reconnaissons – commencé de le faire dans certains cas.

- Le vœu pieux du 100% de réussite à la lecture en fin de primaire
  - Bien évidemment, nous partageons tous cette ambition et l'éducation doit même être la priorité de notre société. C'est par elle que chacun d'entre nous acquiert réellement la liberté. C'est ainsi que des êtres humains et une société se développent. Mais est-ce que cela relève de notre collectivité ?
  - Nous rappelons que cette compétence est d'abord celle de l'Etat, qui lui aujourd'hui se désengage. Ne vous leurrez pas, et surtout ne leurrez pas les parents : si dans le même temps, l'Education nationale supprime des postes, ne remplace pas les professeurs absents, accumule les réformes qui ne font plus sens, non seulement l'objectif de 100% de réussite à la lecture à la fin du primaire est inatteignable, mais ce chiffre va fortement chuter. Ne soyez pas présomptueux, la Ville seule, ne pourra rien.
  - Par ailleurs, les mesures que vous proposez, axées sur le livres, peuvent paraître intéressantes, en particulier celles qui visent à développer le Plan d'Aide à la Lecture organisé par le Conseil général. Mais, auparavant il serait intéressant de nous fournir plus d'éléments sur les objectifs de cette

mesure ? Pourquoi doubler les crédits affectés par le Conseil général ? Quel est le diagnostic de la situation actuelle à Courbevoie ? Quel est le nombre d'enfants en difficulté sur le plan de la lecture. Y-t-il des quartiers ou des écoles davantage concernés ? Quelles sont celles déjà concernées par ce plan ? Quels ont été les premiers résultats ?

- Par ailleurs, pour être des outils pertinents, et vous le mentionnez vous-même pour les bibliothèques, ces crédits supplémentaires doivent être articulés avec un véritable projet pédagogique, avec les professeurs mais aussi avec les animateurs dans le cadre des activités du VAL, des garderies et des études dirigées. Pour que le livre devienne un compagnon de vie, la bibliothèque doit, elle, devenir un lieu de vie, auquel les enfants s'habituent très jeunes, dans lequel ils se sentent à l'aise. Un espace de liberté –mais pas d'anarchie –et un lieu de détente et de plaisir. Donc ouvrir au maximum ces bibliothèques, et pas seulement pendant le temps scolaire.
- Car pour nous, l'essentiel de l'action de la Ville, qui recoupe celui de ses compétences, doit être orienté sur ce temps non scolaire et son articulation avec le temps scolaire. C'est la raison pour laquelle il nous semble particulièrement urgent de mettre en place un véritable projet pédagogique pour ce temps hors scolaires et donc dans les centres de loisirs, les garderies et pendant la pause méridienne. Il y a quelques années, vous aviez déjà promis, un travail sur la pause méridienne, au travers d'un outil qui existait, le Contrat éducatif local. Mais finalement, malgré l'engagement des parents d'élèves et les propositions de bénévolat de certains, rien n'a été fait. Faute d'ambition, de vouloir. Donc aujourd'hui : oui à l'alignement des horaires de garderies, oui à des activités et séjours nouveaux pendant les vacances pour répondre à la demande, oui aux recrutements supplémentaires et oui au renforcement du soutien scolaire, **mais surtout nous demandons : un véritable projet pédagogique** et des moyens pour les centres de loisirs et les garderies, pour que les enfants qui les fréquentent ne soient pas surtout contents d'y aller parce que là-bas, on regarde la télé tout le temps. Des conventions claires avec les directeurs d'école pour l'utilisation des locaux et des matériels. Un véritable statut des animateurs pour fidéliser, former, mieux rémunérer et évaluer. Une meilleure articulation du soutien scolaire entre les différents intervenants (associations, écoles,...) et une bonne orientation et information des parents qui ne savent pas aujourd'hui à qui s'adresser face à la multiplicité des intervenants. Car là aussi, des moyens pour le soutien scolaire existent déjà mais ils sont dispersés. Mais de cela, peu est dit – mais peut-être n'est-ce qu'un effet de présentation - et nous craignons que les mesures que vous nous proposez pour donner les moyens aux enfants d'apprendre et de réussir ne soient en définitive des dépenses inutiles car inopérantes. Il ne s'agira pas ensuite de s'abriter derrière les dépenses pour justifier l'effort fait ; il nous faut dès maintenant rechercher l'efficacité et le résultat.
- Autre exemple, concernant les moyens supplémentaires affectés au prix du jeune lecteur : oui, pourquoi pas, mais dans quel but exactement et pour quoi faire ? Je rappelle que Courbevoie, grâce à l'aide de la Ville, est déjà une des villes qui participe le plus à ce Grand prix, avec le concours bénévole des enseignants. Donc, pourquoi des moyens supplémentaires ? Notons d'ailleurs que très souvent, les livres offerts aux enfants participants arrivent...l'année

d'après, ôtant le sens même de ce concours pour les enfants. Pourquoi augmenter encore aujourd'hui ces moyens ? Pour faire quoi de plus ?

Deux domaines encore, pour lesquels les moyens ne seront rien sans une véritable politique que vous n'évoquez pas, et pour lesquels les mesures que vous nous proposez restent vagues et floues :

- Le sport
  - Qu'entend-on par optimisation des l'utilisation du complexe JP Rives ? M.Wagner a annoncé lors d'une réunion en octobre avec les responsables sportifs qu'il n'y avait plus de créneaux disponibles parmi ceux intéressants les associations sportives ? A-t-on depuis des pistes nouvelles ?
  - Que veut dire l'effort particulier envers les associations menant des actions sur Courbevoie ? Va-t-on vers une aide plus forte aux associations, pour qu'elles puissent développer leur offre envers les jeunes courbevoisiens, en mettant plus de créneaux à leur disposition, en les aidant à recruter des entraîneurs, en les aidant à salarier des emplois administratifs ? Là est réellement le besoin, tant sont nombreux les jeunes qui ne peuvent plus accéder au sport de leur choix, faute de place.
  - Rendre accessible les stades et gymnases aux handicapés : oui, cela devient même le minimum requis. Mais si derrière, il n'y a pas de projet monté autour du handi-sport, il n'existera pas. Or actuellement, aucune association sportive ne reçoit d'handicapé justement parce qu'il n'y a pas de projet réfléchi.
  
- La culture : nous sommes encore plus inquiets, quelques mesures, mais pas de colonne vertébrale, d'objectifs affichés qui dénoteraient une ébauche de politique culturelle. La pérennisation des activités du centre culturel : c'est un minima ! Mais pas un mot sur l'aide à la pratique culturelle et musicale qui reste encore difficile d'accès pour les enfants et les adolescents.

**D/ En définitive, des dépenses supplémentaires qui nous paraissent orientées surtout vers le fonctionnement et des investissements encore reportés : des impôts nouveaux qui ne préparent pas l'avenir**

Un élément nous intrigue et nous inquiète dans vos propositions : la plupart des grands projets pour lesquels des autorisations de programme ont été votés ne sont qu'à peine évoqués voire pas du tout mentionnés.

Les prévisions pour 2008 confirment pourtant ce que nous avons dénoncé lors du vote du BP 2008 et qui avait justifié notre vote contre : des prévisions non sincères pour l'investissement. Vous aviez voté 70 millions de dépenses d'équipement, annonçant fièrement un ratio de 1129 euros de dépenses par habitant. La réalité est plus dure : 32 millions effectivement réalisés au vu des chiffres que vous annoncez, soit guère mieux que l'année d'avant. Vous vous étiez pourtant offusqués lorsque nous dénoncions le manque de sincérité de ce budget ! N'avions nous pas raison ? Et surtout un taux réel d'équipement de 378 euros par habitant (avec les nouveaux chiffres de la population) soit moins que la moyenne des villes de la même strate (435€ par habitant aux BP 2008). Les investissements urgents pour nous :

- L'entretien et l'adaptation du bâti, dans les écoles et les gymnases : un manque important : rien n'est dit sur les travaux sur les écoles et le bâti en général, comme certains gymnases, dont nous avons plusieurs fois ici évoqué la dégradation. Des projets prévus ne sont plus mentionnés : extension/rénovation de l'école Rouget de l'Isle, gymnase du Pont de Courbevoie, l'extension/rénovation de la bibliothèque La Frégate, gymnase Camille Claudel qui devait déjà ouvrir en novembre 2008, l'extension du parking de la place de Belgique qui semble passé aux oubliettes ?
- Les structures pour la petite enfance : votre priorité porte sur l'exigence de qualité. On ne saurait être contre. Mais vous n'en dites rien, l'offre reste insuffisante et ce aussi, parce que la population a augmenté plus vite que l'offre. Très régulièrement, nous sommes saisis d'appels à l'aide de parents en grand désarroi, devant se tourner vers des solutions très précaires et très insatisfaisantes, faute de mode de garde. Face à cela, tout satisfecit serait indécent, ne pas parler du manque de place l'est encore plus. Il nous faut au contraire lui donner la priorité :
  - Vous nous dites que l'ouverture de la crèche Les Globes Trotters, suite au transfert de la crèche Armand Silvestre permettra de créer 60 berceaux. Nous rappelons que 85 places sont actuellement en sursis dans les crèches Les Lutins et Baby Cool, gérées par l'association « La Nouvelle Etoile ». Nous sommes donc beaucoup moins optimistes que vous, le solde risquant même d'être négatif.
  - Comme vous le notez vous-même, les équipements de la petite enfance font partie des équipements de proximité. Mais rien dans vos propositions ne va dans ce sens. Au contraire, vous recentralisez, ce qui peut certes aider à mettre en cohérence, mais vous éloignez ces structures des parents et surtout des assistantes maternelles. Ainsi, nous ne comprenons pas le regroupement des trois structures de la crèche familiale sur un seul site : est-ce que cela sera adapté pour les assistantes maternelles qui devront se déplacer à pieds. Ce n'est pas un choix de proximité. Cela risque même de détourner encore les assistantes maternelles de cette structure et rendre encore plus difficiles les recrutements.
  - Vos propositions restent bien timorées et pauvres : il faut aller beaucoup plus loin et plus vite et faire preuve d'audace et d'imagination. Il faut aussi diversifier l'offre pour l'adapter à une demande variée et mouvante : développer l'offre des assistantes maternelles, en permettant les regroupements et les relais assistantes maternelles, développer les micro-crèches qui nécessitent des locaux plus petits, ce qui peut résoudre des problèmes de foncier de notre ville et proposer l'accueil dans des horaires décalés et atypiques.
  - Aider aussi davantage les familles qui veulent faire appel à une garde à domicile ou une garde partagée. Nous proposons donc plutôt des Maisons de l'Enfance, une par quartier, qui seraient des lieux polyvalents, tout à la fois relais assistantes maternelles et relais d'information et de mise en contact, pour les parents en recherche de modes de garde
- Rien sur le développement de l'administration électronique : à quand des véritables services sur le site Internet et pas seulement des formulaires à télécharger ?
- La Cité des Loisirs : projet phare de vos promesses électorales ? Pas un mot. Rappelons que les associations et les courbevoisiens, et en particulier les jeunes restent elles, en attente de lieux pour se réunir.

- Des études encore annoncées mais des investissements toujours reportés, en particulier pour les parcs : le réaménagement du Parc de Bécon, le bas du parc Diderot, le carré St Lô
- Les investissements dans le logement social sont très rapidement évoqués et ne nous semblent pas suffisamment posés comme prioritaire. Le problème du logement est en réalité l'une des causes principales de difficulté pour nos concitoyens, soit en raison d'un mal-logement ou de charges trop importantes. Le Plan de relance au niveau national, même si il y quelques moyens supplémentaires, est pour nous une occasion ratée. Puisque nous dégagions des moyens, il aurait été plus urgent et important d'en consacrer une grande partie à ce qui doit devenir une cause nationale, plutôt qu'à saupoudrer sur de nombreux « petits » projets. Il aurait été urgent de mettre enfin un véritable « plan Marshall » du logement, comme l'abbé Pierre l'a trop longtemps demandé mais jamais obtenu. Une occasion ratée donc au niveau national, et nous le craignons, au plan local. La Ville doit accompagner plus fortement l'OPH dans une politique ambitieuse de construction ou d'achat de logements sociaux, mais aussi s'attaquer à un problème de fonds qui devient urgent : l'explosion des charges, en particulier de chauffage, qui fragilisent fortement les plus démunis. Des investissements importants sont aujourd'hui nécessaires.

#### **E/ Enfin, pour finir sur des dépenses, mentionnons nos réserves sur certaines**

- La vidéosurveillance : le coût de l'augmentation du nombre de caméras est conséquent et demande à minima de nous justifier les apports réels de celles déjà en place. nous sommes toujours dans l'attente d'un bilan chiffré prouvant la pertinence de tels investissements. Vous m'avez répondu de façon bien cavalière à un courrier récent où je vous le demandais.
- La création d'un service prospective et développement stratégique : que la Ville s'aperçoive enfin qu'elle a fortement pêché par absence d'anticipation et de prospective, nous en sommes contents, même si ce sont les courbevoisiens qui trinquent aujourd'hui. Mais qu'il faille créer un service pour cela, nous nous interrogeons. Vous y avez déjà nommé un élu. S'agit-il maintenant de lui créer un service pour lui donner du grain à moudre ? D'autant plus que l'objectif que vous assignez à ce nouveau service reste bien pompeux mais vide de sens. En plus, on n'y va pas de main morte, il ne s'agit pas d'un agent ou d'un chargé de mission, mais d'un service ! En ces temps de disette, cela pose question. Avons-nous les moyens d'entretenir des laboratoires de recherche, coupés des réalités, pour faire plaisir aux uns ou aux autres. Pour être efficace et articulée avec l'action, la prospective doit être transversale et être menée par chaque élu dans son secteur et par chaque direction. Et ne soyons pas là encore présomptueux, si nous devons développer l'analyse prospective de notre territoire, celui-ci ne s'arrête pas en réalité aux portes de notre Ville. Car notre développement n'est rien sans les influences externes qui le commandent également. Alors si un service de prospective se crée, ne faudrait-il pas à tout le moins le mutualiser avec des villes voisines ?

**En conclusion :** Des mesures qui en réalité dans certains cas ne sont que de l'habillage de choses déjà promises, le rattrapage face à des déficiences passées et la nécessaire prise en compte de l'augmentation de la population qui a généré de nouveaux besoins. Quelques avancées que nous notons et apprécions car elles vont dans le bon sens, mais un risque de saupoudrage de dépenses supplémentaires qui pourraient se révéler inefficaces, par manque

de projet global. Surtout, vos priorités montrent pour nous une lacune majeure et criante : la faiblesse des investissements structurants, en particulier pour les services à la population. L'effort important demandé à la population ne semblent donc pas porter suffisamment là où sont pour nous les retards majeurs de notre Ville. S'ils ne rattrapent pas ces retards, ils ne préparent pas l'avenir.

**Une question alors, pourquoi une telle augmentation des impôts, dans cette proportion, dès cette année ?**

**2/ Une augmentation indispensable dès cette année ?**

**A/ Une augmentation malvenue dans cette phase de crise, qui va encore aggraver les difficultés des habitants**

- Rappelons-le, cette hausse n'est pas à imputer à la crise mais bel et bien à l'imprévision passée de la Ville. Nous avons nous-même l'an passé lors du vote du budget alerté contre l'effet de ciseau à venir et des dépenses qui augmentaient plus vite que les recettes, sans pour autant améliorer les services aux habitants. La réalité c'est que la ville a trop et mal dépensé par le passé et qu'elle le fait maintenant payer aux habitants.
- Une augmentation qui arrive au plus mauvais moment, à une période où la France connaît sa pire récession depuis la seconde guerre et où le chômage s'accroît de mois en mois.
- Il est faux de laisser croire que cette augmentation sera indolore et indécent d'en minorer l'impact. D'ailleurs lorsque vous évoquez une hausse de 22 euros en moyenne par foyer, il serait bon de dire de quel foyer vous parlez : composition du ménage et du logement ? Votre proposition oublie juste un élément, fondamental : le taux d'imposition, encore faible –mais pour combien de temps ? – à Courbevoie s'applique à des bases locatives qui elles ne le sont pas toujours. D'ailleurs, nous entendons souvent des habitants de Courbevoie s'étonner de payer en définitive, en valeur absolue, aussi cher pour leur appartement qu'un ami d'une ville voisine ayant une surface identique voire plus grande. Car à Courbevoie, dans le parc récent, qui est quand même important, les habitants sont soumis à des valeurs locatives élevées. Nous devons en tenir compte pour augmenter prudemment les impôts et ne pas se contenter de comparer des taux.

**B/ Un transfert de charges sur les ménages qui confine au mensonge d'Etat**

- Le Chef de l'Etat, lors du sommet social, a annoncé des mesures en faveur des classes moyennes, les plus fragilisées par la crise et en particulier : meilleure indemnisation du chômage partiel, doublement du complément familial pour les bénéficiaires, suppression d'une partie de l'impôt sur le revenu cet année. Et dans le même temps, de façon bien prématurée, la suppression de la taxe professionnelle dont s'acquittent les entreprises. Aujourd'hui, la Ville s'appuie en partie sur cette suppression envisagée pour justifier l'augmentation des impôts locaux (qui concernera donc essentiellement les habitants). Quel mensonge et quelle injustice : on transfère en fait la charge vers les ménages et on leur reprend d'une main ce qu'on leur donne de l'autre !

### **C/ Une augmentation qui s'appuie sur une prévision pour laquelle nous avons besoin de précision**

- Les dépenses supplémentaires s'appuient en grande partie sur une augmentation estimée très importante du Fonds de solidarité des communes de la région Ile de France (FSRiF) : + 35%, soit près de 4 millions supplémentaires, équivalent à plus de 2 points supplémentaires de taxe d'habitation.
- Mais votre estimation d'une telle augmentation s'appuie sur une affirmation contestable : la 1<sup>ère</sup> part du FSRiF serait fonction des dépenses de fonctionnement de la Ville. Ce n'est pas l'exacte vérité, cette 1<sup>ère</sup> partie est plafonnée à 5% des dépenses, ce qui effectivement peut amener cette part à augmenter si nos dépenses augmentent et que nous nous trouvons en dessous de ce plafond. Or, justement, les dépenses prévisionnelles que vous nous présentez montrent une grande stabilité des dépenses de fonctionnement entre 2007 et 2008. D'où vient donc cet écart ? Quelles sont les informations des services de l'Etat ?
- Rappelons par ailleurs que l'impact des charges de gestion de la Défense ne justifie pas non plus à elle seule une telle hausse des impôts locaux, puisque cette charge supplémentaire, de 2 millions d'euros cette année correspond, avec les bases 2008, à un peu plus d'1 point supplémentaire de taxe d'habitation. Mais peut-être avez-vous des éléments pour l'avenir que vous ne nous dévoilez pas ?

### **D/ Une augmentation prématurée ?**

- La taxe professionnelle n'est pas encore supprimée et nous ne savons en fait pas grand-chose de ce qui sera amené à la remplacer. Il est donc étonnant de justifier ainsi cette année l'augmentation des impôts locaux. A moins que la Ville ne veuille augmenter cette année sa taxe professionnelle pour justifier une meilleure compensation par la suite ! Mais cela ne serait pas très honorable pour notre ville.
- Même si l'exercice 2008 semble montrer une variation négative de l'excédent de près de 4 millions d'euros, en grande partie du fait d'un faible recours à l'emprunt, cet excédent existe bel et bien et vous n'en parlez pas. Le compte administratif 2007 a généré un excédent de fonctionnement de plus de 23 millions d'euros. Même avec cette variation négative, il en reste encore 19 millions. Comment va-t-il être utilisé ?

**En conclusion** : Il nous manque donc l'essentiel pour se faire un véritable jugement : le plan pluri-annuel d'investissement, que nous avons déjà réclamé l'an passé et qui nous éclairerait davantage sur la stratégie de financement à mettre en œuvre et là oui, peut-être à trouver davantage justifiées ces fortes augmentations. En réalité, les orientations que vous nous proposez montre une grande lacune : **l'absence totale** –ou alors vous ne nous l'expliquez pas ? Et pourquoi ? – **de stratégie financière pluri-annuelle**. +9% d'augmentation de la taxe habitation : combien l'année prochaine ? Et les années suivantes ? Quelles sont vos simulations ? Est-ce que vous préparez le financement d'investissements à venir ? Lesquels ? Dans quelle mesure ? **Quels arbitrages faites vous entre autofinancement, impôts et endettement pour financer les investissements à venir ?**

Nous attendrons donc ces documents et bien évidemment, le détail du budget pour voir où s'inscrivent en définitive ces recettes supplémentaires, pour juger sur pièce.

### **3/ Une mauvaise réponse - et même l'absence de réponse - à un problème majeur : la gestion des déchets**

Dans notre tribune libre de janvier dans le Courbevoie Magazine, nous avons évoqué ce problème de la gestion des déchets qui est un de nos défis majeurs, du fait de son coût croissant.

Mais à ce problème bien réel, vous apportez une solution – l'augmentation de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères – qui ne résout en rien le problème véritable : les déchets collectés ont certes diminué de 4% en 2007, du fait de la baisse des dépôts sauvages et en déchetterie, mais les emballages, eux, continuent de croître. Et au total, les coûts de recyclage et d'élimination augmentent.

Or vous le dites vous-même, l'augmentation de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères sera indolore pour les ménages. Tellement indolores qu'ils continueront à acheter des emballages et à jeter. La TEOM ne responsabilise pas individuellement et les limites arriveront très vite : là encore les dépenses augmenteront plus vite que les recettes – nous aurons le même effet ciseau que pour le reste du budget de la Ville - et l'on ne pourra augmenter indéfiniment cette taxe. Car il ne suffit pas de culpabiliser les habitants. Il faut leur proposer de réelles alternatives et les accompagner vers une consommation soutenable.

Nous proposons une politique plus volontariste, avec plusieurs axes :

- Développer le compostage individuel des déchets organiques, que vous évoquez d'ailleurs à plusieurs reprises et nous le soutenons pleinement.
- Informer les habitants sur les moyens de réduire les déchets dans leur consommation.
- Travailler en partenariat avec les commerçants locaux pour les inciter à mettre en valeur les produits avec peu d'emballages et développer la vente en vrac.
- Surtout, remplacer la TEOM par une tarification incitative, avec une part variable liée au poids des déchets de chaque ménage, comme le préconise d'ailleurs le Grenelle de l'Environnement. Nous vous demandons donc d'engager une réflexion en ce sens. Les expériences existent maintenant, y compris en habitat collectif, dont on peut se servir pour évaluer la faisabilité et les moyens d'un tel projet dans notre Ville. Mais bien évidemment, il générerait un changement considérable d'habitude et d'organisation collective et individuelle, donc susciterait inévitablement des résistances. Une forte implication et cohésion politique seront donc nécessaires pour le réussir. Pour notre part, nous nous engageons à vous soutenir dans cette voie.